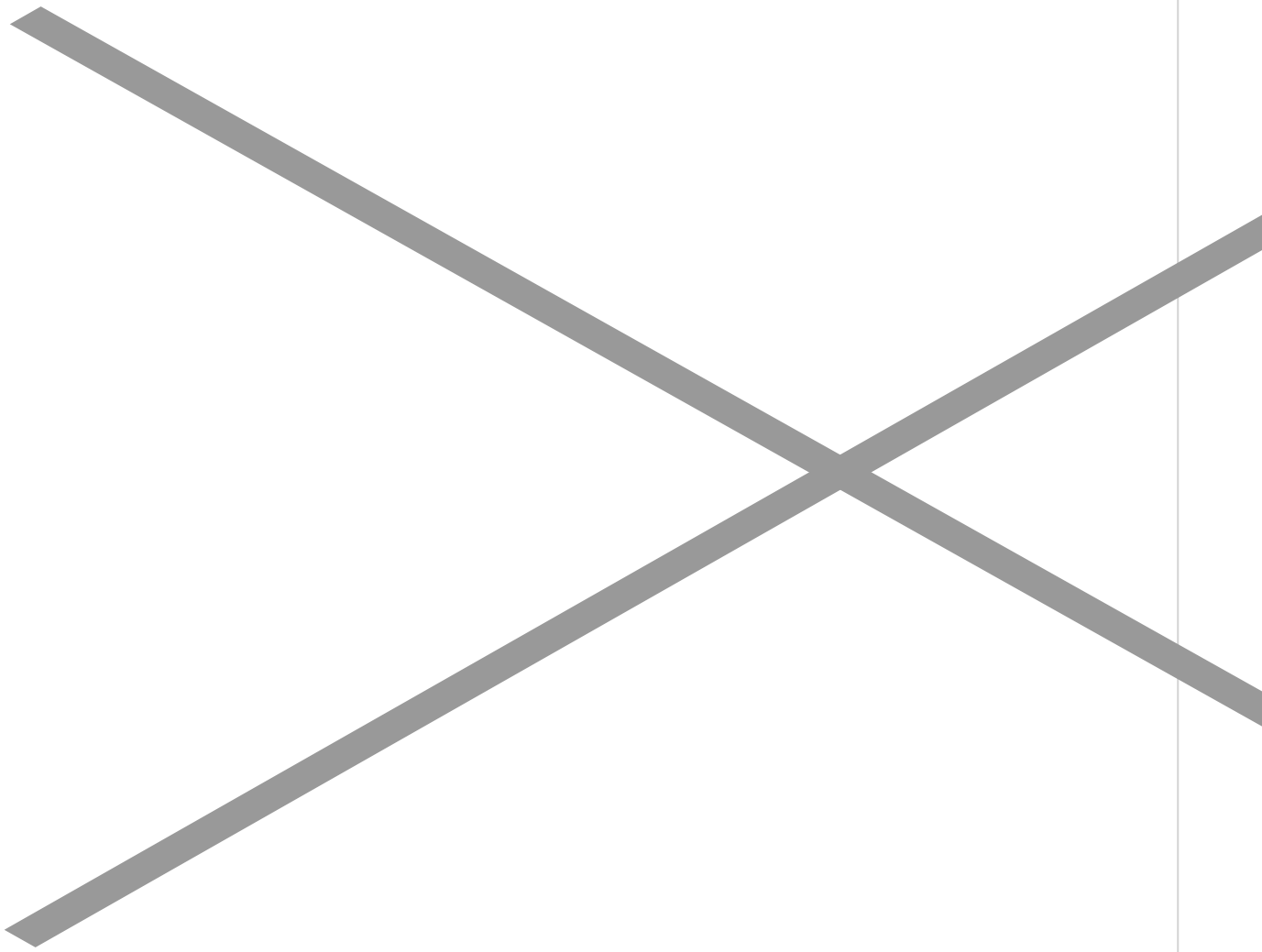


*Pérou Libre ne donnera pas le
vote de confiance au cabinet
ministériel proposé par le
président Castillo*

Image not found or type unknown



Lima, 15 octobre (RHC) Le gouvernement du Pérou a ajouté une nouvelle pierre d'achoppement, après que le parti Peru Libre (PL), qui a conduit à la présidence Pedro Castillo, a appelé son bloc de congressistes à ne pas donner le vote de confiance à l'exécutif pour établir son nouveau cabinet.

Au milieu de fortes tensions internes, l'espace politique de gauche a émis un communiqué via Twitter de son secrétaire général, Vladimir Cerrón, dans lequel il met en cause le gouvernement de Castillo sur la composition de sa nouvelle équipe, qu'il considère comme un "tournant politique" vers le "centre-droit".

"Le nouveau cabinet est composée de partis non enregistrés, soutenus par des ONG américaines, qui ont co-présidé les quatre derniers gouvernements et maintenant avec le gouvernement actuel", soutient le texte.

"Assemblée Nationale Extraordinaire : Perú Libre ne donnera pas le vote de confiance au cabinet, il annonce des expulsions et recomposition de son groupe parlementaire", note Cerrón dans son tweet.

Conformément à la position du parti, le nouveau Cabinet qu'a formé Castillo a inclus un plus grand nombre de "caviares", comme on appelle dans le pays les politiciens de gauche qui proviennent de familles aisées.

Au deuxième point du communiqué, l'assemblée rejette les nominations de Dina Boluarte au ministère du Développement et de Betsy Chávez au portefeuille du Travail, au motif que, bien qu'elle soient membres du parti, la décision "ne naît pas d'une proposition issue du groupe parlementaire ou du parti mais il s'agit d'actes strictement individualistes".

Perú Libre indique que le parti ne "soumettra pas sa conduite politique au conditionnement des espaces de travail, car il ne pourrait pas appliquer un programme loyal au peuple".

Le nouveau cabinet a été remanié par le gouvernement de Pedro Castillo la semaine dernière, au milieu des pressions de l'opposition pour faire sortir plusieurs ministres. Le président lui-même a reconnu avoir accepté la démission de l'ancien président du Conseil des ministres, Guido Bellido, pour "garantir la gouvernance du pays".

L'ancien fonctionnaire était sévèrement critiqué par l'opposition et par plusieurs alliés du gouvernement depuis sa nomination, il y a un peu plus de deux mois. Il était accusé de misogynie et d'homophobie à la suite de déclarations diffusées sur les réseaux sociaux, et aussi mis en cause pour son soutien acharné à Cerrón, qui avait fait l'objet d'une enquête pour corruption présumée.

Le Pérou libre a besoin d'au moins 66 voix au Congrès pour obtenir le soutien du nouveau cabinet. Il ne compte que 37 des 130 sièges du Congrès, mais ses propres législateurs n'accompagneront pas le gouvernement, qui doit remplir ce mandat constitutionnel pour maintenir ses nouveaux fonctionnaires.

(Russia Today)

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/273899-perou-libre-ne-donnera-pas-le-vote-de-confiance-au-cabinet-ministeriel-propose-par-le-president-castillo>



Radio Habana Cuba